



# Capacité africaine

BULLETIN

NUMÉRO 4 | Juil - Août 2014

**Dans ce numéro:** Avec l'appui de l'ACBF, la CAPEC de la Côte d'Ivoire renforce les capacités de gestion locales | L'ACBF est un "centre d'excellence pour le continent" – Kithinji Kiragu | Le centre assisté par l'ACBF soutient le plan de réduction de la pauvreté de Madagascar | L'ACBF apportera son appui au renforcement des capacités de la société civile en vue de la lutte contre le tabagisme en Afrique | Encourager un partenariat gagnant-gagnant entre les États-Unis et l'Afrique | Le Président du Conseil des Gouverneurs de l'ACBF effectue sa première visite au Secrétariat | Événements



## Le Mot du Secrétaire Exécutif

**Chers amis,**

Bienvenue à la quatrième édition de notre bulletin, Capacités Afrique. La Fondation a connu une période d'intense activité au moment où nous nous efforçons de mobiliser davantage nos différentes parties prenantes afin de demeurer à la page et aller au-devant des priorités de renforcement des capacités sur le continent. Au niveau de la Fondation, nous avons continué à mieux interagir avec nos organes de gouvernance. Nous avons tenu notre deuxième réunion du Conseil d'administration au mois d'août et examiné de nouvelles pistes à explorer pour le renforcement des capacités en Afrique, parmi lesquelles le développement du secteur privé, l'élaboration et la gestion des projets d'infrastructures, la

mobilisation des ressources intérieures et la lutte contre les flux financiers illicites, la gestion des contrats d'infrastructures complexes et l'engagement de l'Afrique auprès du reste du monde. Nous avons eu également le privilège d'accueillir à Harare notre nouveau Président du Conseil des Gouverneurs, M. Christian Magnagna, Ministre du Budget et des Comptes publics de la République Gabonaise. L'objectif principal de sa visite était de lui permettre de se familiariser avec les activités de la Fondation ainsi qu'avec son rôle de Président. La visite a été l'occasion de discussions approfondies sur les priorités à court et moyen termes de la Fondation, de même que sur l'important rôle que le Conseil des Gouverneurs devra jouer dans la mobilisation des ressources, en vue d'assurer la pérennisation de la Fondation.

L'ACBF et ses partenaires ont organisé en juillet un atelier à Addis-Abeba en vue de valider les documents d'orientation issus d'un premier atelier sur les relations États-Unis-Afrique, avant le Sommet de leurs dirigeants qui a eu lieu à Washington D.C., du 4 au 6 août 2014. L'atelier

d'Addis-Abeba a servi de plate-forme pour la consultation, le dialogue et le partage des expériences entre les pays africains, afin que l'Afrique se positionne de manière stratégique dans ses relations avec les États-Unis. L'atelier s'est conclu par l'adoption d'un cadre pour une position africaine commune dans six domaines essentiels, à savoir, la paix et la sécurité, la bonne gouvernance, l'expansion du commerce, le partenariat pour un investissement stratégique, le développement du capital humain et le renforcement des capacités des institutions. L'ACBF était également présente au Sommet présidentiel consacré aux Objectifs du Millénaire pour le Développement à Abuja, Nigéria. Notre principal message à ce Sommet était que les institutions telles que l'ACBF ont un rôle important à jouer dans l'instauration d'un leadership de qualité et la responsabilité d'un développement humain durable et la transformation structurelle en Afrique.

Enfin, le financement de la fondation Bill et Melinda Gates pour la lutte antitabac appuiera l'octroi de subventions stratégiques et le renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) qui font la promotion de la lutte contre le tabagisme en Afrique. La subvention servira à accompagner stratégiquement la formulation et la mise en œuvre de politiques efficaces y compris la taxe sur le tabac, l'interdiction de publicité, les étiquettes de mise en garde et des environnements sans fumée.

Au moment où nous nous acheminons vers le dernier trimestre de 2014, nos efforts porteront sur le renforcement de nos partenariats stratégiques et l'intensification de la mobilisation des ressources au profit de notre troisième plan stratégique à moyen terme. Au niveau du Secrétariat, nous commencerons à consolider nos gains de 2014 et amorceront la planification d'une année 2015 palpitante.

## NOS ACTIVITES

### **Avec l'appui de l'ACBF, la CAPEC de la Côte d'Ivoire renforce les capacités de gestion locales**

La Cellule d'analyse de politiques économiques du CIREC, projet du Centre ivoirien de recherche économique et sociale (CAPEC) s'est faite une place en tant que point focal du pays pour le renforcement des capacités des institutions financières.

Grâce à l'appui de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), la CAPEC s'est imposée aujourd'hui en Côte d'Ivoire en matière de renforcement des capacités, notamment en analyse et gestion de politiques économiques.

Créée en 1993, elle a reçu le premier appui à la phase I de l'ACBF à la finalisation du projet en juin 2000. Grâce à son succès, le Conseil d'administration de la Fondation a approuvé la même année une subvention en appui à la seconde phase.

L'objectif de la seconde cette dernière était de consolider les réalisations de la première dans le domaine du renforcement des capacités d'analyse, de formulation et d'évaluation des politiques économiques à travers les études et la recherche. Elle visait également à rendre le centre plus autonome au plan financier en mettant l'accent sur les études commandées par les établissements du secteur public, le secteur privé ainsi que les donateurs.

La stratégie adoptée dans cette seconde phase était de faire de la CAPEC un véritable observatoire des réalités économiques ivoiriennes, en travaillant en étroite collaboration avec les usagers de ses services pour une intégration efficace dans la sphère de gestion des politiques économiques.

La mise en œuvre de la seconde phase a eu un impact certain, notamment en renforçant les capacités du personnel de gestion de l'administration et la mise en œuvre des politiques du gouvernement. La CAPEC a également eu de bons résultats en raison du rôle catalyseur qu'elle a joué dans les activités de renforcement des capacités, la génération des connaissances et les initiatives de partage.

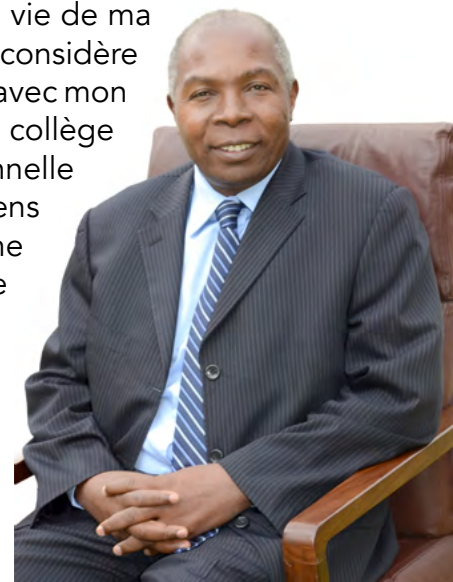
## ARTICLE

### **L'ACBF est un "centre d'excellence pour le continent" – Kithinji Kiragu**

*Interview de Kipling Kiragu, vice-président sortant du Conseil d'administration de l'ACBF qui a servi pendant sept ans.*

#### **Parlez-nous un peu de vous et du temps que vous avez mis au service du Conseil d'administration de l'ACBF**

J'ai d'abord été consultant en management du secteur public pour l'essentiel de ma carrière professionnelle. Après l'université, j'ai travaillé comme comptable pendant un temps pour Coopers & Lybrand et Price Waterhouse Coopers (PwC). J'ai fait ensuite du conseil en management auprès de Coopers & Lybrand Consultants pendant près de neuf ans et je suis devenu directeur pour le conseil en management. Je me suis intéressé au début au conseil du secteur privé et ensuite le secteur public. En 1998, j'ai créé un cabinet-conseil, KK Consulting, qui accompagne le management du secteur public. En 2002, KK Consulting a fusionné avec PwC et j'ai été partenaire pour le management du secteur public. Après cinq ans passés avec PwC, j'ai senti le besoin d'avoir un modèle de conseil différent de PwC. Avec quatre autres personnes, nous avons créé en 2008 Africa Development Professional Group. Nous faisons du conseil pour les gouvernements et les sociétés étatiques. J'ai également bien d'autres intérêts en dehors du conseil. Jusqu'en 2013, j'étais le Président du comité consultatif des sociétés étatiques auprès du Président du Kenya pendant trois ans. Au-delà, je participe également à la vie de ma communauté. Je me considère comme un éducateur et avec mon épouse nous avons un collège de formation professionnelle où l'on fait des examens professionnels comme l'expertise comptable et aujourd'hui nous offrons une formation diplômante avec les universités nationales.



En plus de la consolidation institutionnelle de la cellule, d'autres activités ont porté sur la recherche, la publication et la diffusion des résultats, le renforcement des capacités de l'administration et des services d'appui. Le centre a par la suite pris part à pratiquement toutes les activités de renforcement des capacités en Côte d'Ivoire. Effectivement, le ministère de l'Economie et des Finances utilise et diffuse le matériel didactique de la CAPEC.

L'ACBF a octroyé une subvention de 1,7 million \$EU à la CAPEC pour la troisième phase. Elle servira à renforcer davantage le renforcement des capacités. Quatre grandes composantes sont privilégiées parmi lesquelles la recherche et les études, la formation, la documentation et les publications. Le coût total du projet est estimé à 3 338 895 \$EU sur une période de quatre ans.

Cette phase comporte des thèmes prioritaires liés à la mise en œuvre de la politique économique de la Côte d'Ivoire. La composante concerne tout travail commandé par le gouvernement et approuvé par l'ACBF et le comité de pilotage. L'appui peut être également étendu à d'autres structures qui soumettent une requête à la CAPEC. Celle-ci peut mener aussi des études et des projets de recherche rémunérés. L'objectif de cette activité est de mobiliser les ressources afin d'assurer la pérennité du projet. La CAPEC a également apporté un appui contractuel au ministère de l'Economie et des Finances, étudié la tendance des échanges intracommunautaires entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins, la méthodologie de suivi, d'évaluation et d'élaboration d'indicateurs d'impact des programmes et projets de développement social.

La CAPEC se sert de trois principales publications pour vulgariser les résultats des études : Politique économique et développement (PED), le Bulletin de la politique économique et du développement (BUPED) et la Lettre de politique économique (LPE). Au cours de la période 2002–2005, au total 55 documents ont été publiés dans la PED, 65 dans le BUPED et 89 dans la LPE. Dans le domaine de la formation, les activités ont couvert les principaux ministères, le monde universitaire ainsi que des personnes dans le secteur privé et la société civile.

Nous avons également une école secondaire dans ma région pour les diplômés de l'enseignement secondaire. Je suis également un sérieux exploitant agricole et je dispose d'une petite usine de café. Je plante également du thé et je suis un exploitant de ferme laitière.

Je suis devenu administrateur de l'ACBF en 2007 avec le parrainage du DFID. Je menais beaucoup d'activités financées par le DFID pour la Banque mondiale et également pour les gouvernements de la région dont, pendant un temps, le conseiller principal pour la réforme du secteur public du gouvernement tanzanien pendant quatre ans. Sur cette base et étant également un parrain de l'ACBF, mon nom a été proposé au comité de sélection.

### **Comment décririez-vous l'action de la Fondation?**

Les capacités restent le véritable ingrédient manquant dans la transformation de notre continent. Par conséquent, la mission de la Fondation est encore très pertinente et son action très importante. Ceci a été confirmé au fil des ans. Son action a été louable et fructueuse car les résultats sont là pour le montrer et la documentation en atteste. Bien sûr, l'action de la Fondation est perçue quelquefois sous des angles différents par diverses parties prenantes. Mais, je ne doute pas un instant de l'importance du travail et ce qui est nécessaire pour le futur. Je pense que la seule question est la direction stratégique que prend la Fondation.

### **Pendant vos sept années de mandat en tant qu'administrateur de l'ACBF, qu'est-ce qui se singularise pour vous en terme de transformation ou de résultats de l'institution?**

Je pense que nous avons travaillé sur bien d'initiatives. Je dirais que nous avons réussi à consolider les acquis des premières années pour ce qui est des organisations que nous avons accompagnées. À titre d'exemple, il y a au Kenya de fortes institutions qui sont aujourd'hui autonomes et l'appui initial venait de l'ACBF. Je pense que c'est là un indicateur de réussite.

### **Le renforcement des capacités est devenu un domaine compétitif. L'ACBF parvient-elle à relever le défi et comment peut-elle conserver sa pertinence dans cette myriade de changements mondiaux?**

Tout d'abord, je suis certain que le terme compétitif n'est pas le bon terme. Nous pouvons dire qu'il y a beaucoup d'acteurs et qu'il y a aussi des risques de duplication. Mieux, je dirais qu'il n'y a pas double emploi avec ce que fait l'ACBF. Le défi de cette dernière, au fur et à mesure que nous avançons, réside dans l'articulation de son créneau et sa contribution unique au continent. Le défi réside également dans l'identification des domaines qui n'ont pas fait suffisamment fait l'objet d'attention et par conséquent, dans le traitement des défis de renforcement des capacités de manière à voir des résultats très concrets au profit du continent. L'ACBF ne peut pas faire assez à ce sujet. Je ne suis pas certain que dans le moyen et long termes l'ACBF ne réduira pas les déficits de capacités du continent. Au fur et à mesure que nous comblerons certains déficits, d'autres apparaîtront car à l'instar du reste du monde, le continent est dans un processus de changement. Les défis auxquels l'Afrique était confrontée hier ne sont pas les mêmes aujourd'hui. Au cours des dix dernières années, il y avait la grave question du VIH/sida, par exemple, mais aujourd'hui tout le monde sait que l'Afrique a besoin de relever le défi du chômage des jeunes. Il fut un temps où il s'agissait de formulation de politiques et de planification budgétaire mais aujourd'hui nous connaissons des enjeux plus graves en termes de compétences pour développer nos infrastructures de manière durable. Là réside la mission, la proposition en matière de valeur se trouve là, par conséquent, je vois l'ACBF travailler et accompagner l'Afrique dans sa transformation pendant de nombreuses années.

### **Selon vous, quels sont les besoins pressants en capacités pour le continent?**

Je pense que la chose devenue très évidente est l'ampleur des besoins de l'Afrique en termes de ressources pour le développement plus que par le passé. Ensuite, il s'agit pour l'Afrique, et par conséquent l'ACBF, de relever ses défis critiques de

développement et comme je l'ai indiqué plus haut, un de ces défis concerne le chômage des jeunes. Un aspect connexe à cela est également la qualité de l'enseignement—tant au niveau de base que supérieur. L'ACBF pourrait ne pas tout embrasser mais peut-être pouvons-nous développer sa niche dans certains de ces domaines. A regarder nos institutions, le problème de leadership sur le continent est très réel car même sans ressources si le leadership est clairvoyant, vous pouvez obtenir des résultats. Mais avec des ressources et sans un bon leadership stratégique, vous ne verrez pas de résultats. Je ne parle pas de leadership politique par ce que je suis de ceux qui estiment que le leadership stratégique, technique est plus essentiel que le leadership politique en ce sens que si vous pensez stratégie, vous pouvez avoir un leadership politique.

**Quelle est votre vision de l'avenir de la Fondation?**

L'ACBF a connu un certain nombre de problèmes externes, notamment avec son financement et pour cette raison, elle fait le yo-yo tant au plan de ses capacités internes et ses perspectives que pour ce qu'elle doit faire. L'idéal est de la percevoir comme les pays développés perçoivent l'OCDE et je tiens à clarifier cette typologie. Si les pays de l'Europe et les pays développés du Nord trouvent la nécessité de disposer d'une organisation comme l'OCDE, qui est différente de l'OTAN, de l'Union européenne et même du G20, il est donc évident qu'ils aillent à l'OCDE pour partager les connaissances. Mais pour le continent, les besoins sont plus sérieux que pour l'Europe et d'autres pays développés. Par conséquent, je ne voudrais pas laisser vagabonder mon imagination jusqu'à la vision 2050 et au-delà]. Parlons plutôt de la vision 2020–2030. Je vois l'ACBF comme un organe central d'exploitation des connaissances sur le continent, des connaissances sur les capacités, diffusant ce savoir et accompagnant les gouvernements pour combler les déficits de capacités. Je la vois comme un centre d'excellence pour le continent. Mais je la vois également comme une institution permettant le partage des connaissances et compétences chez les dirigeants africains pour ce qui est des aspects professionnels, techniques et

même politiques. Et enfin, le Zimbabwe a rendu le rêve possible en nous donnant une nouvelle maison et pour l'ACBF des chances pour l'avenir.

## RÉSULTATS

**Le centre assisté par l'ACBF soutient le plan de réduction de la pauvreté de Madagascar**

Madagascar est en train de prendre régulièrement en charge son plan de réduction de la pauvreté avec l'aide du Centre de recherches, d'études et d'appui à l'analyse économique à Madagascar, connu sous le nom de CREAM, une organisation appuyée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

Le CREAM joue les premiers rôles dans le renforcement des capacités des institutions gouvernementales, du secteur privé et de la société civile. Il reconnaît qu'un secteur privé informé peut servir de véhicule à la croissance et au développement social et faire avancer la formulation de politiques économiques appropriées. Par ailleurs, le centre estime qu'une société civile bien informée est capable de prendre part au dialogue des politiques et de jouer un rôle de plaidoyer pour le partage équitable des gains de la croissance économique du pays.

Créé en 2003, le CREAM vise à renforcer les capacités du pays en matière de formulation, d'analyse et de gestion des politiques économiques.

Au cours de la première phase de l'appui de l'ACBF, le centre a réussi à se positionner en tant que centre d'études et de recherches crédible. Il a contribué notamment à faire profiter le gouvernement, en particulier les ministères chargés de la gestion économique et du développement, de conseils d'orientation stratégique bien documentés sur les enjeux économiques essentiels. Ces derniers comprennent les enjeux liés à la politique de taux de change et à la croissance économique ainsi qu'aux possibilités qu'offre l'intégration régionale, notamment lorsque le pays a adhéré à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en 2005.

À l'issue heureuse de la première phase, l'ACBF a approuvé une seconde à laquelle le gouvernement malgache et le groupe de réflexions ont contribué à hauteur de 39 % des besoins financiers. La seconde phase sera exécutée sur une période de quatre ans jusqu'en janvier 2015.

Le CREAM a apporté également une contribution précieuse à propos de l'incidence des facteurs culturels sur le climat d'investissement à Madagascar. Il entend poursuivre son assistance au gouvernement dans la mise en œuvre efficace de sa stratégie ambitieuse de croissance et de réduction de la pauvreté, dénommé Plan d'action de Madagascar.

En outre, il garantira le déploiement des ressources humaines, la poursuite du plan de renforcement des capacités du pays ainsi que la conduite d'études de recherche. Le mandat de la phase II comprend également la dissémination des connaissances à travers l'organisation de conférences, séminaires, ateliers et un site Web interactif qui facilitera le maillage et les partenariats avec d'autres institutions et acteurs. Il veillera à ce que les résultats de la recherche soient convenablement diffusés.

À ce jour, le projet a produit 22 monographies à publier avec l'appui de la Banque mondiale. D'autres études portent sur l'emploi informel et les objectifs du millénaire pour le développement. Le centre envisage de publier ces résultats dans des revues économiques et dans son propre bulletin d'informations. Toutes les publications seront également postées sur le site Web du centre. Des efforts visent également à renforcer la bibliothèque et les portails des affaires en ligne ont été renforcés.

Concernant le renforcement des capacités humaines, 12 sessions de courte durée ont été organisées pour les agents des institutions publiques, du secteur privé et de la société civile. Quelque 400 participants ont été formés à l'analyse économique, la gestion et formulation de politiques. Des responsables gouvernementaux, des économistes et des cadres de CREAM ont également bénéficié des formations, séminaires et conférences appuyés par le programme.

Par ailleurs, le centre a organisé des ateliers de consultation avec le gouvernement, la société civile et le secteur privé sur des questions relatives à la vision et l'ambition du pays.

Le CREAM est aussi financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

## PARTENARIATS

### **L'ACBF apportera son appui au renforcement des capacités de la société civile en vue de la lutte contre le tabagisme en Afrique**

*« Le tabagisme est la principale cause mondiale de mort évitable. Chaque année, près de 6,3 millions de personnes meurent prématurément à cause de maladies liées au tabagisme – plus que le sida, la tuberculose et le paludisme réunis. Si les tendances actuelles se maintiennent, le tabagisme causera 8 millions de morts par an à l'horizon 2030 – dont 80 % dans les pays en développement » (Fondation Gates).*

Le 24 juillet 2014, la Fondation Bill et Melinda Gates a accordé à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique un don pour des financements stratégiques et le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans la lutte contre le tabagisme en Afrique. Le don permettra d'appuyer de façon stratégique la formulation et l'application de mesures efficaces de lutte contre le tabagisme, parmi lesquelles la taxe sur le tabac, l'interdiction de publicité, les étiquettes de mise en garde et des zones non-fumeurs. L'approche de l'ACBF comprendra l'octroi stratégique de dons et le renforcement des capacités du centre de lutte contre le tabagisme en Afrique (CTCA) basé à l'Université Makerere de Kampala, Ouganda ; le projet d'économie de la lutte contre le tabagisme de l'université du Cap, Afrique du Sud et un échantillon d'OSC dans les pays cibles.

Le CTCA se focalisera sur le renforcement minimum des capacités de lutte contre le tabagisme des gouvernements, en termes de formation du personnel, de fonds et de mécanisme institutionnel afin d'inverser l'épidémie dans la région Afrique et notamment l'absence de politiques appropriées

et le peu d'attention accordée à certains articles essentiels de la CCLAT tels que l'article 15 sur le commerce illicite et l'article 17 sur les moyens de subsistance alternatifs. De plus, le centre lancera des opérations dans 10 pays, à savoir Angola, Botswana, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Mauritanie, Afrique du Sud et Ouganda.

L'UCT renforcera la capacité de ses chercheurs pour une assistance technique de qualité aux gouvernements et aux partenaires de la société civile d'Afrique subsaharienne en matière de taxe sur le tabac. Les OSC plaideront pour la mise en œuvre de la CCLAT, en fonction du niveau d'application de cette dernière dans leurs pays respectifs. Elles seront choisies dans les six pays prioritaires identifiés par les partenaires, notamment le Botswana, l'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria, le Sénégal et l'Ouganda.

La mission de l'ACBF est de renforcer des capacités durables pour la bonne gouvernance et la gestion du développement en Afrique. Les résultats de l'action de la Fondation pourraient être sapés par le nombre de victimes de la consommation de tabac si des mesures vigoureuses ne sont prises. Le projet est par conséquent une contribution de l'ACBF au développement humain. En réalité, les économies que pourrait faire le continent sur les coûts de santé publique dépasseront à terme les gains fiscaux tirés présentement de l'industrie du tabac.

L'objectif de l'initiative de contrôle du tabac est l'application pleine et entière de la Convention pour la lutte anti-tabac (CCLAT) adoptée par l'Assemblée mondiale de la Santé le 21 mai 2003. La CCLAT est entrée en vigueur le 27 février 2005. Au total, 178 pays ont signé le traité à ce jour. La CCLAT a été élaboré en réponse à la mondialisation du tabagisme. C'est un traité fondé sur des données probantes qui réaffirme le droit de tous les peuples à la plus grande qualité de santé.

La plupart des pays industrialisés ont élaboré des stratégies efficaces pour contrer la propagation de la consommation de tabac. En conséquence, l'Afrique devrait être la prochaine grande

destination de l'industrie du tabac, d'où la nécessité d'adopter des mesures de prévention vigoureuses et appliquées avec efficacité. En réalité, bien que la plupart des pays africains aient adopté la CCLAT, la lutte contre le tabagisme ne constitue pas une priorité pour les gouvernements africains.

Les organisations de la société civile (OSC) ont été l'élément moteur de l'adoption de la CCLAT. Malgré leur effort, sa mise en œuvre effective et sa domestication ont été lentes dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Les OSC jouent cinq principaux rôles : plaider, constitution de coalitions, information fondée sur des données probantes, surveillance et offre de services. Elles sont en réalité les plus grands acteurs de la réussite des négociations et de la mise en œuvre des politiques antitabac. En vue d'intensifier leur contribution à l'application de mesures efficaces en Afrique, elles doivent surmonter certaines contraintes des capacités. Parmi celles-ci, l'absence de capacités de recherche afin d'appuyer une information fondée sur des données probantes, faibles capacités pour bâtir une coalition forte en appui aux activités antitabac et faible système de gestion et responsabilité financières. L'insuffisance des capacités de plaider, de compétences sur les questions liées au tabac et des ressources financières limitées pour les activités de lutte, sont autant de contraintes auxquelles elles font face.

## CONNAISSANCES ET APPRENTISSAGE

### **Encourager un partenariat gagnant-gagnant entre les États-Unis et l'Afrique**

Le tout premier sommet USA-Afrique a eu lieu à la Maison-Blanche les 5 et 6 août 2014. Il avait pour objet de renforcer les relations et consolider davantage les liens avec l'une des régions au monde les plus dynamiques et qui se développent rapidement. Pas moins de 50 chefs d'État et de gouvernement africains ont pris part à cette rencontre historique. C'était le plus grand événement du genre qu'un Président américain a organisé avec des dirigeants africains.

Avec la croissance continue qu'affiche l'Afrique, le Président Obama a indiqué clairement que l'Amérique sera un partenaire à son succès—« un bon partenaire, un partenaire égal et un partenaire pour le long terme. ». Le sommet a été pour les dirigeants africains l'occasion de s'entretenir avec le Président Barack Obama, son Cabinet et d'autres dirigeants dont des chefs d'entreprise américains, des membres du Congrès et des membres de la société civile.

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique en tant que leader dans le domaine du renforcement des capacités, a réuni à Nairobi peu avant cet événement qui fait date, six centres d'études et de recherches du continent à l'effet de réfléchir sur les attentes de l'Afrique par rapport au sommet selon les régions. La rencontre a été l'occasion d'offrir à l'Afrique des plates-formes de consultation, de dialogue, de coopération ainsi que de partage d'informations et de connaissances afin de contribuer au dialogue en conseillant les décideurs sur les voies et moyens éventuels d'aller de l'avant vers des mesures stratégiques débouchant sur des relations gagnant-gagnant. Les rapports des groupes de réflexion issus des quatre régions du continent ont été condensés dans un cadre pour une position africaine commune lors d'un atelier de validation organisé en juillet à Addis-Abeba. Pour des relations efficaces et mutuellement bénéfiques, le cadre a suggéré les six domaines prioritaires ci-dessous sur lesquels le partenariat entre les deux régions devrait se fonder.

### **Paix et sécurité**

La paix et la sécurité, essentielles pour toute croissance économique et développement durables et inclusifs restent un défi pour bon nombre de pays africains. Conflits armés, piraterie maritime, terrorisme transnational, conflits territoriaux et vol de bétail, figurent parmi les défis sécuritaires auxquels sont confrontés beaucoup de pays du continent. Le terrorisme transfrontalier est également apparu récemment comme une sérieuse menace, beaucoup de pays étant encore vulnérables aux attaques. En travaillant avec les gouvernements et les organismes régionaux afin

d'éliminer les causes profondes des conflits, les États-Unis peuvent aider à garantir la paix et la sécurité en Afrique.

### **Gouvernance démocratique et participative**

La démocratie, les droits de l'homme et la bonne gouvernance sont nécessaires pour le développement économique durable. Bien que les pays africains aient fait des progrès en termes de gouvernance politique et économique et des droits de l'homme, il reste encore des défis à relever—essentiellement le manque de capacités dans les institutions de gouvernance. Ce déficit crée des coupures entre les dispositions juridiques formelles, leur l'application et exécution. Les relations États-Unis-Afrique dans ce domaine pourraient aider à renforcer les voix et la participation de tous les Africains au processus démocratique. L'Amérique devrait accroître son appui à l'autonomisation des électeurs plutôt qu'aux dirigeants et consolider davantage les institutions de gouvernance régionales et continentales.

### **Renforcer les capacités des institutions**

La faiblesse des capacités institutionnelles constitue un obstacle majeur à la croissance économique à long terme et au développement économique durable. En Afrique, le renforcement des capacités institutionnelles demeure une question pressante qui affecte les institutions régionales et les pays, quel que soit leur statut, y compris les secteurs public et privé et les organisations de la société civile. Le partenariat, et éventuellement un appui financier et technique, avec les États-Unis devrait se focaliser sur les institutions de toutes sortes et à tous les niveaux qui améliorent les capacités des pays africains à mettre en œuvre de bonnes politiques économiques et sociales, appliquer et surveiller les stratégies de réduction de la pauvreté et mieux utiliser l'aide et les investissements étrangers.

D'autres domaines d'une assistance américaine éventuelle concernent le renforcement du secteur privé et la société civile ainsi que la gestion de la main-d'œuvre, de l'emploi et des ressources naturelles.



## **Développement du capital humain**

La priorité d'urgence de l'Afrique est de réduire la pauvreté grâce à une croissance économique forte et soutenue qui profite aux pauvres et fait progresser les services sociaux. Cependant, le continent, bien qu'il soit reconnu comme étant la région qui se développe le plus vite au cours des 20 dernières années, n'arrive pas encore à atteindre son objectif prioritaire, essentiellement en raison des faibles niveaux du capital humain. Le développement de celui-ci est tout à la fois critique et urgent pour les priorités de développement de l'Afrique. Un partenariat avec l'Amérique devrait privilégier le renforcement des capacités des dirigeants, les valeurs, l'enseignement technique et la formation, en donnant la priorité aux jeunes et aux femmes, le transfert de technologie, le secteur de la santé et la protection sociale. L'ACBF devrait être une institution importante dans la création de l'innovation et de centres d'incubation ainsi que l'élaboration de projets de renforcement des capacités destinés aux parlementaires et aux organisations de la société civile.

## **Expansion du commerce**

L'expansion du commerce et l'élargissement de la base d'exportation de l'Afrique offrent d'énormes possibilités de croissance économique aux pays et à leurs partenaires. La majorité des pays africains n'ont pas pleinement profité des échanges avec les États-Unis qui se tournent essentiellement vers les pays riches en minéraux tels que le Nigéria et l'Afrique du Sud. Des initiatives importantes concernant beaucoup de pays africains tels que la loi sur la croissance et les opportunités signée en 2000 par l'ancien Président Bill Clinton et démarrée en 2003 par son successeur, George W. Bush, constituent un bon départ et une source de motivation pour les relations États-Unis-Afrique en ce sens qu'elle vise à promouvoir la bonne gouvernance et à exploiter le potentiel de croissance des pays africains. Le partenariat devrait tendre à l'extension et la révision de l'AGOA, cibler la facilitation du commerce et des partenariats de renforcement des capacités ainsi que la promotion de l'intégration régionale de l'Afrique.

## **Partenariat pour des investissements stratégiques**

Les investissements des États-Unis en Afrique restent limités par rapport aux autres régions telles que la Chine et l'Union européenne. Des alliances pour des investissements stratégiques sont nécessaires et éminemment importantes pour que l'Afrique puisse exploiter les potentialités offertes par les États-Unis dans bon nombre de domaines stratégiques tels que les infrastructures. La coopération devrait porter sur le développement des infrastructures, l'eau, la production d'énergie durable et la fourniture d'électricité. Des partenariats spécifiques devraient privilégier l'information, le développement des technologies de communication. Les pays africains estiment que l'Amérique devrait considérer son développement économique comme moyen important de son effort de relancer la croissance économique et de créer des emplois. Pour que le sommet crée la situation gagnant-gagnant souhaitée par les deux parties, il faut espérer que les dirigeants mettent en application les programmes convenus. Le sommet d'août devrait également être le premier d'une longue série.

## **Le Président du Conseil des Gouverneurs de l'ACBF effectue sa première visite au Secrétariat**

M. Christian Magnagna, le nouveau Président du Conseil des Gouverneurs de l'ACBF, a effectué sa première visite au siège de la Fondation à Harare, le 28 août. M. Magnagna, Ministre du Budget et des Comptes publics de la République Gabonaise, a été élu lors de la 23e réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs à Dakar, Sénégal, en juin. Il succède à Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre chargée de la coordination de l'économie et Ministre des Finances du Nigéria. Il tenait ainsi sa promesse de placer les capacités au centre du débat sur le développement de l'Afrique. Les Gouverneurs de l'ACBF ont clairement indiqué à Dakar que le Président en exercice devrait déployer le maximum d'efforts pour améliorer les besoins de financement immédiats à court terme de la Fondation.



Le Secrétaire exécutif, Pr. Emmanuel Nnadozie, a entre autres sollicité l'appui du Président pour :

- renforcer le soutien politique des pays africains à la Fondation en ravivant leur participation aux réunions, faire la promotion de l'ACBF à toutes les réunions et conférences auxquelles le Président prend part, aider l'ACBF à consolider son partenariat stratégique avec l'Union africaine ;
- mobiliser des ressources pour les besoins de financement immédiats et à court terme de l'ACBF en amenant tous les

pays membres et institutions à honorer leurs promesses ;

- repositionner l'ACBF en tant que partenaire stratégique des pays africains pour ce qui est du renforcement des capacités, en veillant à ce que les dimensions de ces dernières et la Fondation soient toujours présentes dans toutes les initiatives prioritaires de développement du continent ;
- accompagner l'effort de la Fondation de devenir financièrement viable en guidant le comité permanent du Conseil des Gouverneurs chargé de la mobilisation des ressources et conduire des missions de mobilisation des ressources au besoin.

Au cours de son séjour, M. Magnagna a rendu une visite de courtoisie M. Patrick Chinamasa, des Finances de la République du Zimbabwe et Gouverneur de l'ACBF pour le Zimbabwe. Il s'est également rendu à la Cellule de recherche et d'analyse de la politique économique du Zimbabwe (ZEPARU) dans l'optique de recueillir des informations utiles pour la création d'un centre d'études et de recherches similaire au Gabon. Le Président était accompagné de deux principaux collaborateurs, Messieurs Jean-Fidèle Mba Zoghé et Moukila Maka.



## Événements

### 1 - 2 Septembre

Réunion de l'IDEP, Kigali Rwanda

### 2 - 4 Septembre

Forum mondial sur la sécurité énergétique, WESF 2014, Johannesburg, République Sud-africaine

### 11 Septembre

Dialogue sur la coopération allemande au développement avec l'Afrique / Afrique, continent d'opportunités. Un partenariat pour le changement, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) Berlin, Allemagne

### 11 - 12 Septembre

ACBF/ UNECA Meeting, Harare, Zimbabwe

### 15 - 17 Septembre

DFAT/AACES, Harare, Zimbabwe

### 18 - 19 Septembre

Table ronde sur la promotion des changements structurels pour la création d'emplois, Lusaka, Zambie

### 25 - 27 Septembre

2014 Ronald H. Brown African Affairs Series, Washington, Etats-Unis d'Amérique